

Nous traversons une heure où c'est le devoir de chacun d'aller jusqu'au fond de lui-même pour donner à la France ce qu'il a de meilleur, et pour solliciter d'un effort vigoureux ce qu'il peut y avoir de meilleur dans les autres.

(LOUIS BARTHOU.)

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-31
Après minuit : GUT. 59-39

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

LA CRISE DU PAPIER

Les directeurs de journaux viennent de tenir une réunion pour essayer ensemble de conjurer cette « crise du papier », dont l'Œuvre a déjà signalé le péril et qui devient chaque jour plus menaçante. « Les représentants de la presse française, nous apprend l'agence Havas, ont émis le vœu que, dans l'intérêt commun, tous les journaux mettent à l'étude les moyens de réduire le nombre de leurs pages. »

Mettent à l'étude ? Oui, formule polie. En réalité, tout le monde sait à quoi s'en tenir, et il n'est pas besoin d'« étudier » longtemps pour comprendre qu'en cette matière, comme en toutes les autres, il va devenir indispensable de régler et de limiter la consommation, s'il est impossible d'augmenter la production ; — et, à l'heure actuelle, l'impossibilité de cette augmentation n'est malheureusement que trop évidente.

Il faudra donc inviter poliment les trop gros mangeurs à modérer leur appétit, ce qui sera doublement hygiénique pour eux et pour le pays. Prenez, puisqu'il s'offre, l'exemple du *Petit Parisien*, qui, l'autre mois, taquiné par Anastasie, prétendait naïvement proportionner notre indignation au chiffre de son tirage. 2.129.240 exemplaires ! criait-il. Nous n'avons pas vérifié, mais nous n'avons aucune raison de ne pas l'en croire sur parole. Tenons-nous-en à constater que, les jours où le *Petit Parisien* a six pages, il gâche environ trente-et-une tonnes de papier de plus qu'à l'ordinaire. Ça lui arrive, sauf erreur, trois fois par semaine, ainsi qu'à trois ou quatre confrères. Mesurez la montagne de papier que représente à la fin du mois leur troisième feuille : il y aurait là de quoi suffire largement aux besoins de vingt journaux tirant à 100.000 exemplaires, c'est-à-dire que, si les « grands journaux », comme ils s'appellent, ne paraissaient que sur quatre pages, tous leurs confrères de la presse d'opinion trouveraient aisément le papier nécessaire, — et il n'y aurait plus de crise...

Où, tout au moins, la crise du papier se réduirait à une crise de publicité, — d'ailleurs infiniment bienfaisante !

Car, pourquoi les « grands journaux » s'offrent-ils le luxe de six pages ? Pour y mettre quoi ?

Pour y mettre :

- 1° Des petites annonces qui permettent aux espions de correspondre et de préparer les voies aux Boches ;
- 2° Les réclames de ces faux prêtres qui, pour l'amour de Dieu et un mandat-poste de 4 fr. 50, offrent le moyen radical de guérir toutes les maladies, — escroquerie cent fois dénoncée par la presse scientifique ;
- 3° Les prospectus des écumeurs, qui recommencent à faire le boniment classique :

ON PEUT GAGNER 500.000 FRANCS AVEC CINQ FRANCS. LE 15 FÉVRIER 1916, en achetant un bon à lots Panama, payable cinq francs en souscrivant et le solde par mensualités pendant un ou deux ans...

144 GROS LOTS DE 500.000 FRANCS
Les demandes sont reçues jusqu'au 15 février à 2 heures. Tirage à 2 heures. Le paiement des lots est garanti par un dépôt de 152 millions, etc.

Je croyais, entre parenthèses, que, peu de temps avant la guerre,

ce genre de filouterie avait donné lieu à une condamnation retentissante ? Les directeurs de nos « grands journaux » l'ont-ils déjà oublié ? Ou ont-ils la conscience assez élastique pour ne pas craindre qu'on les accuse de complicité ?

Voilà donc pour quelles raisons inavouables les « grands journaux » ont besoin de six pages ; voilà pourquoi ils accaparent tout le papier disponible et vont peut-être réduire au silence leurs confrères de la presse d'opinion, qui s'obstinent à ne pas confondre le journalisme avec leur dégoûtant trafic.

Jamais le problème n'a été plus nettement, plus cruellement posé ; il s'agit de choisir entre ces deux termes : d'une part, les moyens d'expression de la pensée française, — et, d'autre part, une publicité sans mesure, sans discernement et sans scrupule, qui menace d'étouffer la presse libre.

Quant à soutenir, comme on l'a fait avant-hier, que les directeurs des « grands journaux » ayant fait d'énormes commandes ou provisions de papier peuvent en disposer à leur guise et le « gaspiller », si telle est leur fantaisie, c'est là vraiment une thèse monstrueuse. L'Œuvre se chargera d'établir, s'il y a lieu, que le papier de journal est une matière aussi utile et aussi nécessaire à la défense nationale que le coton, l'huile, le pétrole, le cuivre ou l'acier. Celui qui en est détenteur ne peut en user que dans les limites et les conditions imposées par les besoins communs ; et, même en temps de paix, l'accaparement est puni comme un crime.

Gustave Téry

Hors de France

Le dernier Verrou

Quand le voyage de M. Briand n'aurait produit que le décret royal paru hier à la *Gazzetta ufficiale*, son fruit serait déjà inappréciable : l'Italie ferme son tunnel du Saint-Gothard, fissure restée ouverte au flanc du blocus boche.

Certes, il y avait déjà de nombreuses interdictions d'exporter. Mais l'importation, comment l'Italie l'eût-elle empêchée ? Il fallait un décret précis, et, pour prendre ce décret, la garantie de trouver en Angleterre et en France ce qu'elle allait s'interdire d'accepter des mains de l'Allemagne. M. Briand lui a apporté cette garantie. Et l'Italie n'a pas attendu vingt-quatre heures pour agir.

C'est une date, la plus grande depuis le 1^{er} mars 1915 où l'Angleterre avait tiré les verrous du commerce maritime. Le bruit de ce dernier verrou qui le sépare du monde extérieur retentira lugubrement dans le cœur de chaque Allemand averti.

On a dit que l'Allemagne, aidée des maigres ressources trouvées en Bulgarie — celles de la Turquie sont nulles — peut vivre sur son front indéfiniment sans rien importer. C'est déjà douteux, ni la Belgique ni la Pologne ne produisant d'huile, par exemple, et l'huile étant indispensable aux machines. Mais la commission du budget de la Chambre prussienne déclare la situation financière désespérée si l'Allemagne ne réussit pas à rétablir ses exportations. Ses réserves d'or sont devenues insuffisantes pour donner à son papier-monnaie une apparence de couverture métallique. Sans exportation, tous ses billets de banque seront demain des billets de la Sainte-Farce.

La France de la Convention et du Directoire, sans doute, a tenu tête à l'Europe pendant des années avec de pareils billets de la Sainte-Farce, qui s'appa-

laient alors des assignats. Mais il est puéril d'assimiler la France de 89, où le crédit ne jouait qu'un rôle d'appoint extrêmement restreint, avec l'Allemagne moderne qui est bâtie entièrement sur ce même crédit, monstrueusement développé. Il n'y a pas de patriotisme qui puisse assurer la vie intérieure d'un grand pays, aux rouages si effroyablement complexes, le jour où la monnaie d'échange n'est plus, au su de chacun, qu'un chiffon de papier sans valeur présente, et auquel la certitude de ne toucher aucune indemnité de guerre enlève même toute valeur illusoire dans le futur.

Vous comprenez maintenant pourquoi M. Sazonoff a pu dire, hier, très froidement, en pesant ses mots :

« La guerre ne peut plus durer longtemps, parce que la situation financière de l'Allemagne est critique. »

Songez que ces gens se sont jetés à corps perdu dans la guerre pour échapper à la banqueroute, où les accueillait une congestion de leur surproduction industrielle sans débouchés suffisants.

Et qu'est-ce qu'ils ont pris, comme débouchés, depuis dix-huit mois ! Une crise du crédit a fait la guerre. Une crise du crédit fera la paix.

Maurice de Waleffe

Vers l'unité de direction

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Une conférence des représentants des Etats alliés va se réunir à Paris

Rome, 12 février. — L'agence Stefani publie aujourd'hui le communiqué officiel suivant :

Dans la réunion qui a eu lieu ce matin à la Consulta entre les membres du gouvernement français, M. Briand, président du conseil, ministre des affaires étrangères, M. Bourgeois, ministre d'Etat, et M. Barère, ambassadeur de France, et les ministres italiens, M. Salandra et M. Sonnino, on est tombé d'accord sur la nécessité de coordonner plus étroitement les efforts des Alliés en vue de mieux assurer la parfaite unité d'action, nécessité qui a déjà été reconnue par les autres gouvernements alliés, et la réunion dans ce but, à Paris, dans le plus bref délai, d'une conférence entre les Alliés à laquelle assisteraient également leurs représentants politiques et leurs délégués militaires.

Les travaux de cette conférence vont être préparés par une réunion préalable des états-majors.

Les Communiqués

L'ENNEMI ATTAQUE

15 heures.

D'après de nouveaux renseignements, l'attaque à la grenade que nous avons exécutée hier dans l'après-midi, en Champagne, dans la région nord-est de la Butte du Mesnil, nous a mis, à la suite d'une action d'artillerie, en possession d'environ trois cents mètres de tranchées ennemies. Une contre-attaque de l'adversaire effectuée au cours de la nuit a été complètement repoussée.

Soixante-cinq prisonniers, dont un officier, sont restés entre nos mains. Nuit calme sur le reste du front.

23 heures.

En Belgique, après une préparation d'artillerie assez violente, les Allemands ont, à plusieurs reprises, tenté de franchir le canal de l'Yser à la hauteur de Steenstraete et d'Hetsas. Sous le feu combiné de notre artillerie et de nos mitrailleuses, ces tentatives ont échoué.

En Champagne, l'activité de l'artillerie a été très vive dans les régions de la Butte du Mesnil et de Navarin. Après un bombardement de plusieurs heures, l'ennemi a pu pénétrer dans un petit saillant de notre ligne, entre la route de Navarin et celle de Saint-Souplet.

Au nord-est de la Butte du Mesnil, les Allemands ont essayé par une nouvelle contre-attaque de nous chasser des éléments de tranchée occupés par nous hier. Ils ont été repoussés. Nous avons continué à progresser à la grenade à l'est de ces éléments et nous avons fait quelques prisonniers.

En Argonne, près du Four de Paris, nous avons donné un camouflet qui a bouleversé les travaux de mine de l'adversaire.

Dans les Vosges, au nord de Wissembach (est de Saint-Dié), une attaque d'infanterie ennemie, accueillie par notre feu, n'a pu aborder notre première ligne.

CONSERVONS LA TENUE de nos chasseurs à pied

On avait beau me le dire, je ne voulais pas le croire. Cependant, un grand chef vient de me l'affirmer : il est question de supprimer la tenue spéciale des chasseurs à pied.

Le bleu sombre céderait au bleu horizon la dernière place que celui-ci n'ait pas encore conquise. On pense, paraît-il, que, clairs ou foncés, nos diables bleus seront toujours des diables ; je prétends que ce ne seront plus les mêmes.

Les vides faits dans les rangs de ces bataillons incomparables, toujours en première ligne, ont tant soit peu tari les ressources de leur recrutement spécial.

D'autre part, de nombreux régiments de ligne ont inscrit de belles pages dans notre histoire, et ne réclament point un uniforme particulier.

Toutes ces raisons données en faveur de l'assimilation de la tenue des chasseurs à pied aux autres troupes d'infanterie ne valent rien.

Les chasseurs — il faut prendre l'homme tel qu'il est — se croient supérieurs aux autres, justement parce qu'ils ne sont pas habillés comme eux. La distinction créée par l'uniforme, ils ont tenu à la justifier par les faits ; et c'est parce qu'ils se sont crus supérieurs qu'ils le sont devenus.

La question d'invisibilité s'impose-t-elle, en l'espèce, comme on le prétend ? L'argument fera hausser les épaules à ceux qui se battent, comme aujourd'hui, corps à corps.

L'uniformité de la couleur et de la forme du vêtement rendra les confections, les approvisionnements, les transports, les distributions plus faciles, avantage non négligeable, étant donné l'arrêt de notre industrie, faute de matière et de main-d'œuvre. Sous un vain prétexte d'égalité, on a encombré les dépôts d'auxiliaires inutiles et inutilisables. Au lieu d'éclaircir l'opinion, on l'a laissée s'égarer et, pour la satisfaire, on a encaserné des milliers de gens que la vie nationale réclame aujourd'hui impérieusement. Rendez ces gens-là à leurs usines, adjoignez-leur ces merveilleux ouvriers, doués d'une faculté d'assimilation sans pareille, que l'Indo-Chine vous offre, — gardez-vous bien, surtout, de faire de ceux-ci les médiocres soldats qu'on vous propose, — et vos fabricques reprendront l'essor que vous leur avez laissé perdre.

Aussi bien, cette idée de supprimer la tenue des chasseurs à pied n'a-t-elle pu germer que dans la cervelle étroite d'un M. Lebeureau quelconque.

Est-il donc nécessaire de lui rappeler l'histoire de cet uniforme, cette histoire qui débute en 1845, cinq ans après leur fondation, à Sidi-Brahim, et se perpétue, glorieuse, partout où la France combat ?

A quoi bon même aller chercher dans le passé pour illustrer ces vaillants qui, des bords de l'Yser au sommet des Vosges, à Carency, sur l'Aisne, en Argonne, aux Eparges, ont gravé successivement le numéro de tous leurs bataillons, qui, sur l'Hartmannswiller et l'Hilsenfurst, ont surpassé la légende ?

Et, pour finir, je citerai ce passage d'une lettre d'un de leurs capitaines : « Nos chasseurs saluent dans les tranchées ; ils se mettent au « garde à vous » quand un supérieur leur parle. Ils nettoient leur fusil, qui est aussi propre qu'un quartier. Ils sont boutonnés, astiqués, et c'est tout le secret de leur magnifique rendement... »

Oui, ils sont boutonnés, ils soignent leur tenue, parce qu'ils sont seuls à la porter. Ce prestige de l'uniforme, monsieur Lebeureau, vous êtes trop naïf pour le comprendre.

Mais tous ceux qui ont revêtu ce bleu sombre, tous ceux qui, sans l'avoir porté, ont eu l'honneur de commander des chasseurs à pied, vous diront que le leur enlever, ce serait peut-être pire que perdre une bataille.

Général Verraux

Dans le Métro

De tous côtés, on nous signale — et quel Parisien ne l'a constaté depuis dix-huit mois ? — les boussoulades déplorables que l'affluence, à certaines heures, détermine dans le Métropolitain. Ce ne serait qu'à demi-grave, si les voyageurs valides seuls en pâtissaient. Mais l'odieuse, c'est que des mutilés, des blessés, des aveugles, des soldats se traînant sur leurs béquilles, soient traités comme des colis encombrants. Sans égards pour eux, on s'empresse de donner au wattman le signal du départ. Les em-

ployés, soit dit en passant, ne sont nullement coupables de cet état de choses. L'administration seule en est responsable.

Ces scènes se renouvellent quotidiennement (et vous avez pu y assister aussi dans les tramways). Le soldat blessé (ou même le soldat tout court qui se rend à sa caserne, à la Place, à une gare) est malmené. Il faut que ces abus scandaleux cessent. Rappelons aux compagnies que les voitures sont faites pour les voyageurs, et non pour les employés.

Que les actionnaires du Nord-Sud, par exemple, aient touché en 1915 des dividendes d'un tiers plus élevés qu'en 1914, nous n'y voyons aucun inconvénient. Mais que les directeurs dudit Nord-Sud et de son frère aîné le Métro ne profitent pas uniquement de cette circonstance pour arrondir leurs revenus ; leur strict devoir est de procurer à leurs clients, civils et militaires, plus d'aise, plus de confort (c'est-à-dire des voitures plus nombreuses) et aussi un peu de cet élémentaire respect qu'on doit à ceux qui ont combattu pour nous.

Les porteurs de dividendes sont intéressants. Les « transportés » ne le sont pas moins.

Propos d'un grincheux

Le meilleur ruban

M. le député Durafour demande que tout militaire ayant passé dix mois dans la zone des opérations reçoive une croix, qui s'appellera Croix du Mérite militaire. Ainsi une bonne moitié des Français sera décorée d'un seul coup. Si l'autre est jalouse, il suffira de créer une croix de mérite civil. Voilà qui va réjouir les marchands de rubans. Je supplie qu'on ne trouve aucune malice dans cette pauvre réflexion. Si le député de la Loire réclame quelques kilomètres de ruban, ce n'est point, j'en suis bien sûr, parce que le ruban est fabriqué à Saint-Etienne. C'est qu'il est ému des peines de nos soldats, et qu'il veut distinguer tous les combattants sans distinction.

Je me permettrais seulement de lui faire observer qu'il dispose d'un autre moyen pour leur manifester sa légitime sympathie. Célébrer leurs souffrances est bien. Les diminuer serait mieux. M. Durafour est-il certain qu'on ait distribué à tous nos défenseurs les vêtements chauds et les solides chaussures dont ils ont besoin ? Est-il certain que les tranchées ont été assainies autant qu'on eût pu ? Un ruban, fût-ce un ruban de grand croix comme en porte M. Poincaré, est un médiocre sac de couchage. Je ne vois aucun inconvénient à décorer tous « ceux de l'avant », mais je voudrais qu'on leur laissât le droit de choisir : « Qu'aimez-vous mieux ? La boue, ou le ruban ? La croix ou la bronchite ? » Cela dit, je vous permets de me mépriser pour mon matérialisme.

Albert Savarus

Gouverner c'est prévoir

LA CRISE DE L'ESSENCE

Gouverner, dit-on, c'est prévoir. Essayons donc de prévoir — quoique nous ne soyons pas (Dieu merci !) le gouvernement.

Sans doute, la France n'en est pas encore à souffrir, comme l'Allemagne, d'une crise désespérée de l'essence. Cependant, certaines difficultés, certaines frictions, certaines menaces inquiétantes viennent nous rappeler que nous sommes en guerre, et nous incitent à veiller au grain, pour ne pas nous trouver, du jour au lendemain, en présence d'une surprise désastreuse.

Par le fait, tout notre pétrole nous vient d'Amérique, et, comme nous avons (ou peu s'en faut) la liberté des mers, nous jouons, semble-t-il, sur le velours. Mais... Il y a un mais... Il y en a même plusieurs...

Supposons, par exemple, que, pour des raisons qui n'ont rien d'in vraisemblable, les Etats-Unis cessent d'être en mesure — ou en humeur — de nous approvisionner. Supposons que l'influence des Germano-Allemands devienne prépondérante, ne fût-ce que pour quelques semaines, de l'autre côté de l'eau. Supposons que le pacifisme procédurier de M. Wilson s'annexe un nouveau scrupule. Supposons que, soit pour souligner leur neutralité, soit pour nous imposer la paix, les Américains s'avisent un beau matin de refuser nos commandes ?

D'où ferions-nous venir notre essence, aujourd'hui non moins indispensable à la guerre que des canons, des muni-

tions ? Ce ne sera pas du Caucase, apparemment, ni de Roumanie, ni de Hongrie, ni d'Alsace — encore moins du Puy-de-Dôme, où, malgré les indices les plus encourageants, il n'a pas encore été seulement procédé, faute de pouvoir réunir les capitaux suffisants, aux sondages préliminaires.

Devrons-nous donc nous résigner à la mort sans phrase de notre aviation, à la paralysie de notre camionnage militaire, à l'immobilisation de nos tracteurs d'artillerie ?

L'Allemagne, elle, s'est prévenue d'avance, il y a cinq ans déjà, contre le danger possible, en organisant, sur un vote du Reichstag, la fabrication en grand du benzol. Il est trop tard pour essayer d'en faire autant chez nous : toutes nos usines à gaz, tous nos hauts fourneaux, tous nos fours à coke (mis, d'ailleurs, à contribution par le service des explosifs), ne suffiraient pas à nous fournir assez de benzol pour alimenter seulement la moitié de nos moteurs.

S'ensuit-il que la France soit absolument désarmée, et menacée, pour peu que l'essence vienne à faire définitivement défaut, d'un krach irrémédiable ? Pas le moins du monde, à la condition de savoir tirer parti des moyens et des ressources que nous avons sous la main.

Me sera-t-il permis de suggérer une solution aux maîtres de nos destinées ? N'ayant a priori, en ma qualité de profane, nulle compétence spéciale, j'ai peut-être quelque chance d'être écouté...

Il ne manque en France — chacun sait ça — ni de quoi fabriquer de l'alcool (à brûler) en quantités illimitées, ni de gisements de lignite et de tourbières pratiquement inépuisables. Pourquoi n'organiserait-on pas immédiatement la distillation méthodique de cette tourbe et de ces lignites en vue de la production des hydrocarbures et des godrons ?

Je crois savoir que cette distillation n'a rien d'irréalisable, et qu'il existe à cet effet des procédés sanctionnés par l'expérience, et qui pourraient être mis en œuvre et industrialisés en quelques semaines, à la seule condition de réquisitionner au préalable : 1° les tourbières et les gisements de lignite ; 2° le courant hydro-électrique, qui se trouve généralement (neuf fois sur dix) à proximité ; 3° les appareils de distillation, faciles à adapter, des fabricants d'absinthe, qui ne savent plus que faire de cet outillage désormais sans emploi.

On m'affirme que quelque chose d'analogue se fait déjà, ou va se faire, en Angleterre. Que M. Albert Thomas ne se renseigne-t-il auprès de M. Lloyd George ?

J'ai dit à cette place, il y a quelques mois, dans mon premier article paru dans l'Œuvre (14 septembre 1915) — ça ne nous rajeunit pas ! — que le système D, l'improvisation à la française, pouvait, le cas échéant, faire la pige à la fameuse Or-ga-ni-sa-tion à la bouche. C'est l'occasion, ou jamais, d'en fournir la preuve.

Mais peut-être serait-il plus sage de ne pas attendre que le dernier bidon d'essence fût consommé... Gouverner, c'est prévoir !

Emile Gautier

TOUJOURS EN RETARD

Le New-York Herald annonce que les nouveaux « superzeppelins » sont armés de torpilles aériennes qui constituent un formidable engin de destruction.

Ces torpilles aériennes ne sont autres que les fusées de guerre du colonel suédois Unge, dont les brevets ont été achetés, il y a quelques années, par la maison Krupp. Elles peuvent porter des projectiles de très gros calibre à une distance de six kilomètres.

Nous savons qu'un système de torpilles aériennes, d'un principe analogue, a été proposé aux ministères de la guerre et de la marine par un ingénieur français, il y a environ un an. Les études ont été poussées très loin à la marine, mais personne n'a encore osé prendre la responsabilité d'en faire construire un premier modèle.

On attend peut-être que messieurs les Allemands tirent les premiers.

Les ligues antiallemandes

Les ligues antiallemandes de l'Est et du Sud-Est se sont réunies en congrès, à Lyon, au siège de la Ligue nationale de défense des intérêts français. Neuf associations y étaient représentées. Elles ont décidé d'unir leurs efforts en constituant une fédération dont la première réunion a été fixée au cours de la foire de Lyon. C'est d'ailleurs cette ville qui a été choisie comme le siège de la fédération, qui prend le titre de « Fédération des Ligues antiallemandes pour la défense des intérêts français ».

MORT DU FRÈRE DE PÉGOU

Le frère de l'aviateur Pégoud, mort glorieusement au champ d'honneur, près de Belfort, dans les circonstances dramatiques que l'on sait, a été trouvé, hier soir, pendu dans le bois des Hospices du Petit-Bicêtre, à cinquante mètres de la route de Choisy-le-Roi, à Versailles.

Le désespéré, François-Régis Pégoud, âgé de 36 ans, était mobilisé aux ateliers Neupont, à Villacoublay. Il habitait à l'hôtel situé route de Versailles, au Petit-Bicêtre. Cette mort a causé la plus pénible impression dans le monde de l'aviation et des sports, où le défunt était très connu et apprécié.

Qui a lu l'Œuvre aujourd'hui la lira demain

HORS D'ŒUVRE

POINT DE VUE

Le monsieur décoré prit la parole : — Non seulement l'état de guerre est l'état normal de l'humanité, mais c'est l'état idéal, propre à assurer le bonheur des peuples...

Je pensai que le monsieur décoré était un farceur, et que ses facéties étaient d'assez mauvais goût.

Il continua : — La guerre met en valeur les vertus des nations ; elle met à l'épreuve leur force morale... Nous devons souhaiter que celle-ci dure longtemps pour que nous donnions longtemps au monde le spectacle d'une France régénérée, unie dans l'esprit de sacrifice et d'abnégation...

... Tiens ! me dis-je, ce farceur est un académicien !...

— La guerre, poursuivit le monsieur, nous a montré un Parlement uni, héroïque, décidé à rester jusqu'au bout sur ses bancs, un Parlement où se sont révélées des compétences universelles et ignorées, un Parlement d'où on a pu tirer d'un seul coup dix-sept ministres sans en diminuer la valeur.

... Je me trompais, pensai-je. Ce monsieur est député ou avocat. Probablement, les deux...

— L'industrie fut-elle jamais plus prospère ?

... A moins que ce ne soit un fournisseur de l'armée, ou l'administrateur d'une usine caoutchoutière...

— Nous ne voyons plus de misère autour de nous. Grâce au jeu normal des allocations, le paupérisme est éteint ; personne n'a plus faim en France...

Je ne pus me tenir de faire observer que les ménagères paient leurs légumes et leur pot-au-feu deux fois plus cher qu'en temps de paix.

— Oui, me répondit victorieusement le monsieur décoré. Mais les commerçants vendent ces produits deux fois plus cher.

... Allons, ce monsieur, décidément, est un économiste distingué ; car il sait donner les conclusions les plus satisfaisantes aux chiffres les plus inquiétants...

— Et puis, continuait-il sur un ton lyrique, le plus modeste agriculteur peut espérer devenir aujourd'hui un héros !

— Avec une jambe de bois ?

— Justement. Un membre artificiel est beaucoup plus pratique qu'un membre naturel. Pas de rhumatismes, plus de traumatismes à craindre. Nous en fabriquons en bois, en caoutchouc, à des prix défiant toute concurrence...

L'ami de la guerre me tendit alors un prospectus, d'après lequel je vis voir que, contrairement à mes précédentes déductions, il était fabricant de membres artificiels et articulés.

ZETTE

Mathématiques spéciales

A Bordeaux, voici l'horaire des débits, cafés et restaurants, publié par le général commandant d'armes :

EN SEMAINE : De l'ouverture à 9 heures pour petits déjeuners et boissons hygiéniques (pas aux terrasses) ; de 11 heures à 14 heures dans les restaurants seulement (pas aux terrasses) ; de 17 heures à 20 h. 30 (terrasses comprises).

LES DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS : De l'ouverture à 9 heures pour petits déjeuners et boissons hygiéniques (pas aux terrasses) ; de 11 heures à 20 h. 30 (y compris les terrasses).

De 20 h. 30 à 22 heures pour les sous-officiers, et de 20 h. 30 à la fermeture pour les officiers, l'accès des établissements, y compris les terrasses, est autorisé en semaine et le dimanche.

Les permissionnaires n'appartenant pas à la garnison pourront fréquenter les cafés et restaurants, de l'ouverture à la fermeture, à la condition d'avoir une tenue correcte, de pouvoir montrer leur titre de permission à toute réquisition et de se conformer aux consignes générales de la Place.

A Bordeaux, tous les garçons de café doivent sortir de l'Ecole Polytechnique.

Boulimie

La scène se passe à Berlin, en septembre 1860. Les Goncourt, de passage dans cette ville et errant la nuit, en quête d'aventures, rencontrent deux jeunes filles qui, tout de suite, leur paraissent réaliser l'idéal provisoire qu'ils recherchent cette nuit-là.

« Nous nous attablons avec elles, racontent-ils dans leur Journal ; et, dans un jardin de café, nous leur offrons une glace, un fruit, n'importe quoi.

« Ces deux jeunes filles toutes blondes, au bleu sourire des yeux et dont l'une a le type angélique d'une vierge de Memling, se font apporter deux côtelettes de veau. »

Qu'il semble loin le temps où deux Français offraient, innocemment, des côtelettes de veau à la boulimie de Gretchen !

Oh comble

Le samedi 29 janvier, à onze heures trois quarts du soir, alors que Paris, à l'occasion du passage des zeppelins, était plongé dans les ténèbres, une automobile, à la faveur de l'obscurité, monta sur un refuge situé à l'angle de l'avenue Friedland et de la rue Balzac, et entra en contact avec le bec de gaz qui occupait déjà ce refuge. La voiture se trouva fort abîmée. En outre, un énorme globe de verre,

placé au sommet du bec de gaz, descendit sans prévenir, et faillit briser le crâne du chauffeur dont l'état, par ailleurs, était assez grave pour nécessiter son transport à l'hôpital.

Lorsqu'il se trouva suffisamment rétabli, le chauffeur rentra chez lui... juste à temps pour recevoir une facture de la Compagnie du gaz, qui lui réclame le paiement de son réverbère détérioré.

Le chauffeur est décidé à se laisser poursuivre et à opposer au bec de gaz une demande reconventionnelle en paiement de sa voiture hors d'usage.

Sans doute, le tribunal renverra-t-il les deux factures au compte Zeppelin et au kaiser, solidairement, civilement et pénalement responsables du double dommage.

Administration

C'est une circulaire :

L'Intendant général... à M. le Sous-Intendant militaire, directeur de l'Intendance du... C. A.

Un certain nombre de corps ont perçu de l'alcool solidifié à titre remboursable et des difficultés s'élevèrent sur l'imputation de cette dépense ; les fonds de l'ordinaire ne peuvent payer des dépenses étrangères à l'alimentation et, d'autre part, il ne paraît pas possible de recourir à la masse générale d'entretien. En effet, les prescriptions de la dépêche ministérielle du 5 mai 1915, numéro 19.232 5/5 retirent aux commandants de C. A. la faculté de faire supporter à cette masse des dépenses non comprises dans la nomenclature.

Il y a lieu tout d'abord d'empêcher pour l'avenir toute livraison à titre remboursable...

Ainsi, la question de savoir si l'alcool solidifié rend ou ne rend pas de services dans les tranchées ne peut être agitée tant que M. l'Intendant ne sera pas en mesure d'indiquer à quel chapitre et dans quelle colonne il convient d'inscrire cette denrée (qui a le tort de ne pas être alimentaire).

Paquets

Rue Radziwill, à quelques pas du bureau d'expédition des colis militaires, on peut voir une pancarte affichée à la fenêtre d'une loge de concierge et portant cette inscription :

Ici, on refait les paquets non réglementaires.

Ainsi, l'abondance et la minutie des formalités administratives ont donné naissance à une industrie spéciale. Il existe à Paris au moins un homme qui connaît tous les règlements relatifs aux expéditions, qui sait comment il faut disposer les ficelles, comment il faut écrire l'adresse, quelles doivent être les dimensions et la forme des paquets, qui, après de longues études, est arrivé à posséder l'éthique, l'esthétique, la morale et la métaphysique du colis postal.

Cet homme méritait bien d'avoir une nombreuse clientèle.

Et, en effet, aux heures d'affluence, on peut voir devant la loge du concierge, docteur ex-colis-postaux, une foule presque aussi dense que celle qui se presse devant le bureau officiel de l'administration.

La souscription du chef de gare

Le chef de gare d'une station des chemins de fer de l'Etat, situé en Seine-et-Oise, avait souscrit à l'emprunt national, en employant le mode de libération échelonnée.

Puis il fut nommé chef de gare à S... (Orne). A la fin de janvier, il se rendit chez le percepteur pour compléter son versement. Le percepteur normand déclara ne pouvoir opérer cet encaissement, suite d'une opération financière qui avait commencé dans un autre département.

Le chef de gare s'adressa alors à la poste, dont le receveur, après en avoir référé à ses chefs, voulut bien accepter l'argent et tenter une audacieuse opération de comptabilité qui devait mettre les fonds à la disposition de la Trésorerie de Seine-et-Oise.

Trop audacieuse..., car la Recette principale des postes de Versailles vient d'annuler l'opération, ce qui a mis le receveur de S... dans l'obligation de rendre l'argent au chef de gare.

Et le chef de gare se demande s'il y a, en France, autant d'administrations que de départements. Il songe aussi que M. Ribot, lorsqu'il adressa un pressant appel aux souscripteurs de l'emprunt national, aurait dû adresser également quelques objurgations aux fonctionnaires compétents pour les supplier de ne pas fermer leurs guichets au nez des personnes qui viendraient leur apporter de l'argent.

Locomotives embusquées

A Châtelleraut et à Port-de-Piles (Vienne), une trentaine de locomotives belges sont embusquées.

D'autre part, aux environs de Paris (Trappes, Sèvres, Saint-Cloud, Versailles), des convoyeurs attendent cinq et six jours leur départ, faute de locomotives.

Ne viendra-t-il pas à l'idée de l'administration que les locomotives sont, par définition, des objets transportables d'un point à un autre ?

LA RÉVOLTE CHINOISE

et les puissances de l'Entente

La Chine est, en ce moment, en pleine révolution ; le mouvement, commencé victorieusement en 1911, puis arrêté par un coup d'Etat, reprend de plus belle.

La tragédie a débuté d'abord par la chute de la dynastie, le triomphe des républicains ; ensuite est venue la classique dictature, en la personne de l'ancien vice-roi, Yuen Chekai, appuyé par la finance occidentale, et, maintenant, le troisième acte déroule ses phases sanglantes.

La province voisine de notre Tonkin, le Yunnan, ainsi que celle limitrophe du Koueitchou, d'autres encore, proclament leur indépendance ; un jeune général, républicain modéré, Tsai Ngo, lève l'étendard de la révolte et, actuellement, il est victorieux ; au nord, les Mandchoux et les Mongols s'agitent, envoient des troupes vers la capitale pour renverser Yuen et rétablir la dynastie déchue.

Le complot, la bombe, le revolver, depuis plusieurs mois, ont recommencé leur œuvre et, hier, le dictateur a failli succomber dans le dernier complot.

Ces événements, considérables en raison de l'immensité de la Chine et de sa population, ainsi que des rivalités d'intérêts des grandes puissances, se perdent, pour les Européens, dans le bruit de la terrible guerre. Ils ont pourtant une portée bien plus grave que le public ne se l'imagine, car ils retentissent, sans qu'on le sache, sur le gigantesque conflit dont nous sommes les acteurs.

Qu'arriverait-il, par exemple, si le Japon, trop fortement contrarié dans sa politique en Extrême-Orient, retirait soudain son concours aux Alliés ?

Déjà, une première fois, il a brusquement arrêté l'envoi de ses munitions, au moment de la discussion de mai 1915, au sujet de ses vingt-cinq demandes à la Chine ; les Russes, alors sur les Carpathes, durent battre en retraite et, ainsi, tout le cours de la guerre en a été affecté.

Une seconde fois, et tout dernièrement, le même fait a failli se reproduire ; la presse japonaise tout entière tenait un suggestif langage.

On voit par là que ce qui se passe en Chine aujourd'hui n'est, pour nous, nullement négligeable et qu'il y a un véritable intérêt à connaître ce que pensent et disent Japonais et Chinois. Le monde entier n'est plus, aujourd'hui, qu'un vaste champ de bataille diplomatique et militaire ; les opérations des uns retentissent immédiatement sur celles des autres.

Il y a peu de jours, un important journal japonais, le Yamato, dans une série d'articles consacrés à l'alliance anglo-japonaise, expliquait ainsi la situation actuelle en Chine :

Le gouvernement de Yuen, prenant avantage de la situation, a essayé d'abord d'amener l'Angleterre, la Russie, la France à reconnaître la monarchie en Chine ; en second lieu, de s'assurer un emprunt nécessaire pour réaliser le plan monarchique et, finalement, d'obtenir des puissances qu'elles fissent pression sur le Japon pour le contenir. Les autorités chinoises pensaient que, si elles donnaient quelques commodités à la Russie et à l'Angleterre pour éloigner l'influence des Allemands, ces deux puissances pourraient consentir à agréer leur requête au sujet d'un appui.

Sir John Jordan doit avoir pensé qu'en comprenant la Chine dans l'Entente, il déracinerait l'influence allemande en Chine et, incidemment, y accroîtrait l'influence de l'Angleterre ; en même temps, il abaîsserait la puissance du redoutable Japon. C'est ainsi que les négociations furent engagées.

Dans ces conditions, ce que le Japon doit faire est clair. Il doit refuser de souscrire à un tel plan.

On sait qu'il en a été ainsi et que, quoi qu'elles en eussent, les autres puissances de l'Entente se sont associées à l'injonction du Japon mettant son veto à la restauration de l'empire.

Nous ne pouvons citer le langage de ce même journal, et d'autres aussi, lorsqu'ils examinent la question de savoir si un rapprochement avec l'Allemagne ne conviendrait pas mieux aux intérêts japonais qu'une alliance avec l'Angleterre ; mais nous pouvons bien dire qu'il révèle une tension dans les rapports au sujet de la restauration monarchique en Chine.

Pourquoi donc en est-il ainsi ? La raison en est que le personnage dont certains diplomates veulent faire un empereur ne pouvait convenir aux Japonais, dont il fut l'adversaire, et qui n'ont aucune confiance en lui. Le mikado l'a fait hautement sentir en refusant de recevoir l'envoyé de Yuen Chekai.

Celui-ci, entouré de conseillers européens, est un fort habile homme. Bien qu'emprisonné intellectuellement dans sa langue, ce vieux mandarin ignore la puissance des idées modernes qui se coulent actuellement son pays, il sait fort bien, en Asiatique rusé et subtil, se servir des passions et des cupidités, qui sont de tous les temps et de tous les pays.

Il n'a pas eu besoin que ses conseillers étrangers lui montrent le rôle de la finance et des affaires dans le monde moderne ; il a su, au bon moment, verser des capitaux, d'ailleurs empruntés, dans des banques, intéressant ainsi à sa fortune des personnages très puissants. Aussi les appuis ne lui font-ils pas défaut.

Malheureusement pour son ambition,

son projet d'empire et ses manœuvres rencontrent devant eux un terrible obstacle : l'empire jaune, insulaire et guerrier, qui veut qu'on le considère comme le maître de l'Extrême-Orient et qui entend faire triompher sur les bords du Pacifique la doctrine de Monroe adaptée à l'Asie.

De là les complications actuelles et leurs conséquences ; de là aussi l'espoir des républicains chinois de voir renaitre la liberté dans leur pays, les divers groupes qui ont financé le coup d'Etat et qui espèrent tirer de grands profits de la dictature étant trop occupés en Europe pour soutenir comme il faut Yuen Chekai. Et c'est ainsi que la révolte chinoise se relie à la grande guerre d'Occident.

Si compliqué, à première vue, que puisse nous apparaître le détail de cette situation, celle-ci n'en est pas moins simple dans ses grandes lignes, et elle nous affecte, nous Français, non seulement à cause des intérêts considérables que nous avons en Extrême-Orient, mais également à cause de ses effets sur le gigantesque conflit où nous venons le meilleur de notre sang.

Fernand Farjanel

L'agence Fournier suspendue

L'Agence Fournier est suspendue jusqu'à nouvel ordre pour propagation de fausses nouvelles.

Pour remédier à la crise des transports

Afin de permettre l'enlèvement plus rapide des marchandises qui encombrant nos gares et plus particulièrement les gares de nos grands ports de commerce, les ministres de la Guerre et des Travaux publics viennent de prendre un arrêté permettant aux administrations des chemins de fer d'ouvrir les gares au service des marchandises le dimanche, après avoir prévenu le public par voie d'affiches. Dans ce cas, la journée du dimanche comptera comme les autres jours pour le calcul des délais de livraison et des droits de magasinage.

Cet arrêté double également les taxes perçues par les administrations de chemins de fer lorsque ces administrations effectuent d'office le camionnage des marchandises arrivées en gare jusqu'aux entrepôts ou aux domiciles des destinataires ; il réduit les délais après lesquels ce camionnage d'office peut être effectué.

De son côté, l'administration de la guerre s'efforcera de mettre la main-d'œuvre et le matériel de camionnage militaire à la disposition des gares, lorsque les ressources locales seront reconnues insuffisantes et que les nécessités du service militaire le permettront.

La hausse de l'essence

La commission nommée par le ministre du commerce pour se rendre compte si l'augmentation du prix du pétrole et de l'essence annoncée par les raffineurs était justifiée vient de terminer son enquête. Celle-ci a fait apparaître que l'augmentation de prix demandée provenait surtout des éléments suivants : accroissement des cours aux pays d'origine ; élévation des prix du fret, du change et des assurances.

Les cours moyens du pétrole raffiné en Amérique ont passé, de septembre 1915 à janvier 1916, de 6 fr. 75 à 8 fr. 45 l'hectolitre ; et les cours du fret pour le pétrole, pendant la même période, de 10 fr. 85 à 13 fr. 70 ; les prix moyens de l'essence en Amérique ont passé de 24 fr. 10 à 29 fr. 55 et les cours moyens du fret pour son transport de 10 fr. 10 à 12 fr. 10.

D'autre part, la commission a été informée que quatre nouveaux bateaux étaient mis par le gouvernement britannique à la disposition des industriels chargés d'assurer l'approvisionnement moyennant le paiement du fret commercial.

Après discussion des éléments en cause, les raffineurs ont abaissé leur demande de 2 francs en ce qui concerne le pétrole raffiné, ce qui le portera à 36 francs l'hectolitre seulement, et ont maintenu le prix de l'essence à 55 fr. 50 l'hectolitre.

En outre, les raffineurs se sont engagés à fournir le pétrole raffiné et l'essence aux municipalités aux prix de gros sus-indiqués dans le cas où les intermédiaires demanderaient des prix trop élevés.

Les femmes au volant

Au moment où il est question de réserver une plus large place à l'activité féminine dans les divers services nationaux, il nous paraît juste de rappeler l'effort persévérant du Club féminin automobile, fondé en juin 1915, par Mme Jeanne Pallier, aviatrice. Cette association qui a reçu la haute approbation de M. le général Gallieni, alors gouverneur de Paris, s'emploie avec le plus louable dévouement au transport automobile des blessés et convalescents dans le camp retranché de Paris.

La tâche est vaste et nous sommes heureux de signaler à celles de nos lectrices susceptibles d'apporter leur concours, que des inscriptions seront les bienvenues.

Pour tous renseignements, s'adresser au siège social, 16, rue de Naples, Paris. Téléphone Wagram 10.93.

IL Y AVAIT ERREUR

Les prisonniers internés en Allemagne dans des camps de Holzminden, Ohrdruf et Friedberg avaient avisé récemment leurs familles qu'à partir du 5 février ils devaient être privés, sous prétexte de représailles, du droit de correspondre et de recevoir des colis.

À la suite des démarches faites immédiatement par le ministère des affaires étrangères, cette mesure, qui résultait d'un malentendu, a été aussitôt rapportée. Le gouvernement allemand vient d'en donner officiellement l'assurance et a envoyé des ordres en conséquence aux commandants des trois camps.

DERNIÈRES NOUVELLES

Les idées qui passent...

Exemple sain

La brièveté des toasts échangés hier soir à la Consulta ne doit pas surprendre. Non seulement elle s'explique par la précision et la concision habituelles au baron Sonnino, mais encore par la solennité de l'heure présente qui réclame autre chose que des discours éblouissants. Toutefois, si les discours furent sobres... etc.

Ces paroles sont le prologue d'une dépêche officielle qui ne se distingue pas, elle, par la concision du baron Sonnino. Cette dépêche porte la date de Rome ; mais quelque chose nous dit que Paris y a collaboré. On a cette impression. On a aussi l'impression que l'Ordre de choses craint que les allocutions ne soient trop froides, parce qu'elles furent courtes et, comme il dit, sobres.

Or, premièrement, nous ne voyons pas qui peut trouver mauvais que des toasts soient sobres ; bien au contraire, les toasts sobres font conjecturer que les nouvelles furent aussi, et cette persuasion affecte favorablement les personnes qui n'étaient pas du dîner.

Secondement, l'usage universel des personnes qui instrumentent oratoire est de commencer en promettant que ce sera vite fini, et de finir en s'excusant d'avoir trop traîné. En effet, on s'excuse d'être long, jamais d'être court.

Ceci étant, pourquoi l'Ordre de choses ressent-il des inquiétudes qui l'inquiètent à nous tranquilliser, nous qui nous avons pas ? Inutile de plaider pour les Messieurs de Rome. Les uns et les autres, nos Français aussi bien que les Italiens, se sont montrés concis en leurs propos : ils ont eu raison.

Car d'abord, la quantité des harangues obligatoires était telle qu'il fallait réduire les dimensions de chacune ; puis, la besogne utile passait avant l'exhibition vaine et ils le savaient tous ; enfin, il était bon qu'un exemple de haut fait donné à nos parlementaires si déplorablement adonnés à l'alloquence. — ACHILLE PLISTA.

La Grèce et nous

Pas de démobilisation

Athènes, 12 février. — Un communiqué officiel dément tous les bruits concernant la démobilisation générale ou partielle de l'armée.

Le ministère de la guerre déclare qu'il est absolument impossible, dans la situation actuelle, de licencier même une seule classe.

La Hestia dit que le gouvernement étudie un projet relatif au déplacement des corps armés helléniques se trouvant en Macédoine, dont le ravitaillement rencontre de nouvelles difficultés, par suite de l'occupation du chemin de fer par les Alliés.

On ne querellera pas M. Skouloudis

Athènes, 12 février. — Un journal annonce qu'en réponse aux déclarations faites à la Chambre par le gouvernement grec, les puissances de l'Entente se proposent d'adresser au peuple grec, par l'entremise de leurs ministres à Athènes, une déclaration pour affirmer que l'Entente ne cherche pas à contraindre la Grèce à sortir de la neutralité.

Par contre, la Hestia dit apprendre de bonne source que les puissances de l'Entente ne jugent pas opportun de répondre aux déclarations du gouvernement hellénique et qu'elles s'en tiendront à la communication déjà faite, dans laquelle elles disaient se désintéresser complètement de la mobilisation ou de la démobilisation de l'armée grecque, le gouvernement grec étant seul juge de l'attitude que devait tenir la Grèce.

AUTOUR DE SALONIQUE

Précautions à Salonique

Salonique, 12 février. — Depuis deux jours, les autorités militaires françaises exercent un contrôle sévère sur les personnes qui circulent sur la ligne de Salonique. Monstir, afin d'empêcher l'espionnage par des voyageurs déguisés. Les voyageurs partant de Salonique doivent exhiber en gare de Tekeli un permis délivré par l'autorité française ; dans le cas contraire, ils sont obligés de rebrousser chemin.

Allemands et Turcs à Monastir

Athènes, 12 février. — Pariant des mesures prises contre les consuls de Monastir, la Paris écrit :

« Les Germano-Bulgares ont éloigné de Monastir les consuls de Grèce et de Roumanie. Ce fait est d'une grande importance et exige plus qu'une protestation. Le gouvernement de M. Skouloudis prétend que la mesure est générale contre tous les consuls étrangers ; mais il n'existe pas à Monastir d'autres consuls neutres que ceux de la Grèce et de la Roumanie, encore que Monastir ne soit pas pour la Roumanie ce qu'elle est pour nous. »

Très significatif si c'est vrai

Athènes, 12 février. — On mande de Salonique :

« Un train transportant des officiers et des soldats allemands a été assailli entre les stations de Silevo et de Stofiepa par de nombreux coups de fusil sur lesquels dans lesquelles se trouvaient les officiers allemands. Plusieurs officiers ont été tués et blessés. Afin d'atténuer l'impression produite par cette agression, on déclare, de la part des paysans serbes qui, cependant, n'existent pas dans cette région. »

LES MINISTRES FRANÇAIS A ROME

A l'hôpital français

Rome, 12 février. — Ce matin, à huit heures quarante-cinq, M. Briand, accompagné de MM. Bourgeois, Albert Thomas et de Margerie, est allé visiter l'hôpital organisé par M. Barrère, ambassadeur de France à Rome, dans l'institut des sœurs de Nancy. Ils ont été reçus par M. et Mme Barrère et par la sœur Victorine, de Nancy, supérieure de l'Institut.

M. Briand a visité la salle où se trouvent cent blessés italiens et s'est arrêté à chaque lit. Il s'est entretenu avec chacun des blessés, s'intéressant surtout aux plus grièvement atteints.

M. Briand a exprimé à l'ambassadeur et à Mme Barrère ses vives félicitations pour la parfaite organisation de l'hôpital.

Au Panthéon

Rome, 12 février. — Après avoir visité l'hôpital français, M. Briand et la mission française se sont rendus au Panthéon. Ils ont été reçus à l'entrée de l'église par le sous-secrétaire d'Etat à l'Instruction, M. Rosadi, et par le général Spechel, président de l'Association des vétérans, qui, au nom des vétérans, a salué M. Briand et lui a offert une gravure des tombeaux royaux. M. Briand l'a remercié, puis tous les membres de la mission ont signé sur l'album des visiteurs illustres.

M. Briand avait fait déposer deux magnifiques bouquets avec des rubans aux couleurs françaises et italiennes sur les tombeaux des rois Victor-Emmanuel II et Humbert.

A dix heures dix, M. Briand, les membres de la mission et M. Barrère ont quitté le Panthéon, salués respectueusement par un public nombreux rassemblé au dehors.

Les conférences

Rome, 12 février. — Le *Giornale d'Italia* annonce que ce matin a eu lieu à la Consulta un important entretien entre MM. Sonnino, Salandra, Briand et Bourgeois.

Vers dix heures, M. Salandra est arrivé à la Consulta et a conféré avec M. Sonnino pendant une demi-heure.

MM. Briand et Bourgeois sont arrivés ensuite à la Consulta. L'entretien des quatre ministres a commencé à dix heures et demie ; à midi, l'entretien continuait encore.

Cette conférence précédant de peu d'heu-

res le départ de Rome de M. Briand et de la mission française, on lui attribue une importance spéciale et on pense que cet entretien résumera et conclura les négociations qui ont eu lieu les jours précédents.

Rome, 12 février. — Ce matin de dix heures à midi, l'entretien commencé hier a continué dans le cabinet du général Dall'Olio, sous-secrétaire d'Etat aux armes et munitions.

Le général Dumezil, le lieutenant-colonel François et le commandant Noblemaire y ont participé.

A la Villa Umberto

Rome, 12 février. — A une heure, a eu lieu, dans la grande salle Borghèse de la villa Umberto, le déjeuner offert par M. Salandra à M. Briand et à la mission française.

A ce déjeuner assistaient M. Salandra et M. Briand, les ambassadeurs de France, de Russie, d'Angleterre et du Japon, MM. Barrère, de Giers, sir J. Rennel Rodd et le baron Hayashi ; les ministres de Belgique et de Serbie, MM. van den Steen et Ristich ; MM. Léon Bourgeois, Albert Thomas, de Margerie et de Billy ; tous les ministres italiens, MM. Sonnino, Martini, Danéò, Carcano, Zupelli, Corsi, Ripponi, Ciuffelli, Casvasola, Riccio et Barzilai, et tous les sous-secrétaires d'Etat ; le maire de Rome, prince Colonna ; le préfet du palais du roi, duc Borea d'Olmo ; le chevalier d'honneur de la reine-mère, marquis Guiccioli ; le lieutenant général Berattieri et tous les chefs de cabinet des ministres et sous-secrétaires d'Etat.

M. Salandra et M. Briand ont échangé des toasts affirmant l'intime solidarité des Alliés en vue de la victoire qui donnera à l'Italie ses frontières naturelles, sur les Alpes et sur la mer.

Le départ

Rome, 12 février. — M. Briand et la mission française, salués à la gare par les ministres et les autorités, sont partis ce soir à sept heures et demie pour le quartier général, vivement acclamés par la foule.

Ils sont accompagnés de M. Barrère, ambassadeur de France, et du général Elia, sous-secrétaire d'Etat à la guerre.

Au moment du départ, M. Briand a crié : « Vive l'Italie ! »

M. Salandra a répondu par le cri de : « Vive la France ! »

LE MEMORANDUM ALLEMAND

Ce que cherche l'Allemagne

Londres, 12 février. — « La notification de l'Allemagne au gouvernement américain, de son intention de renouveler la guerre sous-marine et de couler, sans avertissement, tous les bâtiments marchands alliés, transportant des canons, pourrait bien, dit le *Morning Post*, causer un sérieux froissement entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, ainsi qu'avec les alliés de celle-ci. »

« L'intention cachée du memorandum, est celle-ci : l'Allemagne ne désire plus tuer de citoyens américains, que le gouvernement des Etats-Unis pourrait se sentir obligé de défendre un jour, tandis qu'il ne fera jamais rien pour les nationaux belligérants assassinés sur les bâtiments battant leur propre pavillon. »

« L'Allemagne offre ainsi un seul-conduit aux bâtiments américains, ce qui est considéré dans certains milieux comme une grande concession. On craint, de toute façon, que cela amène quelque gêne dans les relations anglo-américaines. »

Les Anglais tirent leurs conclusions

Londres, 12 février. — Dorénavant donc, écrit le *Daily Graphic*, les Allemands prendront simplement que tout bâtiment qu'ils auront coulé était armé ; et la preuve du contraire sera évidemment très difficile à établir.

« La seule morale à tirer de ceci, est que nos navires marchands soient suffisamment armés, pour que nos marins puissent, au moins, défendre chèrement leur vie. »

« Dans ces conditions, si tous les bâtiments transportant des canons, les sous-marins allemands pourraient bien avoir désormais une carrière beaucoup plus périlleuse que celle qu'ils ont eue jusqu'ici. »

« Si les Allemands sont décidés à ne faire aucune distinction, entre les combattants et les non-combattants, nous deviendrons tous des combattants, et qu'on sache bien que nous ne nous en tiendrons pas à la défensive. »

COMMUNIQUE ITALIEN

Rome, 12 février. — Commandement suprême. — L'activité de nos détachements d'infanterie a amené de petites rencontres qui nous ont été favorables près de Madonna-di-Monte-Albano, au nord de Mori et à Patrich.

Dans la vallée de Torragnolo, nous avons fait quelques prisonniers.

Notre artillerie a dispersé des travailleurs ennemis aux environs de Rovereto et dans la zone de Somma Alto, au sud-est de Folgaria ; elle a tiré également sur des colonnes de troupes et des fourgons en marche, le long des routes muletières du Rio Volaja et du torrent de Kroahof (Gail).

Sur le front de l'Isonzo, aucun événement important. — Signé : CADORNA.

LE SOUS-MARIN « CUGNOT » REÇOIT LA CROIX DE GUERRE

Toulon, 12 février. — Une intéressante cérémonie a eu lieu aujourd'hui dans l'arsenal, à l'occasion de la citation à l'ordre de l'armée navale et la remise de la croix de guerre au sous-marin *Cugnot*, dont on se rappelle les belles actions en Méditerranée et dans l'Adriatique.

Echecs allemands sur le front russe

Pétrograd, 12 février. — Communiqué du grand état-major :

Front occidental. — Dans le secteur de Riga, les Allemands ont tiré avec des obus de gros calibre sur nos tranchées, près de la Dvina.

Sur les positions de Dvinsk, une lutte pour la possession d'un entonnoir formé par l'explosion d'une de nos mines a duré toute la journée et s'est terminée à notre avantage.

Après un feu animé, nous avons occupé le village de Garbounovka.

Près du lac de Sventen, lutte très intense à coups de bombes.

Près de Tchemerine, l'ennemi a lancé de temps en temps des rafales de feu contre une hauteur que nous avions occupée. Galicie. — Dans la région de Tsobroff, l'ennemi s'est acharné à nous déloger d'une hauteur que nous avions occupée. Au prix d'énormes pertes, il y a réussi, mais aussitôt, un de nos vieux et glorieux régiments, par une contre-attaque foudroyante, a, pour la seconde fois, culbuté l'ennemi de la hauteur.

Les prisonniers faits sur cette hauteur ont raconté que notre artillerie a infligé à l'ennemi d'énormes pertes.

Dans la soirée du 11 février et dans la nuit du 12, l'ennemi a cherché à reconquérir la hauteur de la région de Tsobroff ; il a lancé trois contre-attaques qui ont toutes été repoussées avec d'énormes pertes pour l'ennemi.

Au Cercle national de Bordeaux

Bordeaux, 12 février. — MM. Louis Barthou, ancien président du Conseil, Carton de Wiart, ministre de la justice de Belgique, et Royer, député de Tournai, ont été reçus ce soir au Cercle national, où ils ont prononcé des discours fort applaudis en présence d'une nombreuse assistance.

M. Bourbouley, président du Cercle, a souhaité la bienvenue et a fait l'éloge des invités. Il a terminé en levant son verre aux Alliés et particulièrement à la Belgique.

M. Carton de Wiart a remercié la France du réconfort et de la sympathie qu'elle a montrés à la Belgique. Celle-ci reste ferme et fière et M. Carton de Wiart exprime le sentiment de tous les Belges en disant : « Pas de regrets, ce sont nos ennemis qu'il faut plaindre, poursuivons le combat jusqu'au bout avec la France qui combat pour la liberté des peuples. »

M. Barthou a remercié ; il s'est associé aux paroles élogieuses prononcées à l'adresse de MM. Carton de Wiart et Royer.

« C'est un fait significatif, a-t-il dit, de voir ces deux hommes si opposés d'opinion, rapprochés maintenant, ce qui montre l'unité morale de la Belgique et c'est la certitude de nous alliés pour la civilisation et l'honneur, nous sommes pénétrés de cette vérité que la vie même du pays est en jeu, aussi rien ne saurait compter ; il faut aller jusqu'au bout. »

Le voyage en Italie

L'opinion du Temps :

La solidarité italienne se manifeste sur tous les terrains. L'Italie a consacré son alliance avec les puissances en guerre contre l'Allemagne par l'adhésion au pacte de Londres ; elle est en état d'hostilité ouverte avec tous les alliés de l'Allemagne. Elle a débarqué en Albanie et elle s'est jointe à nous et aux Anglais pour l'occupation du fort de Kara-Bouroun, à l'entrée de Salonique, d'où les Allemands ont déclaré vouloir nous chasser. La flotte et l'armée italiennes ont aidé au sauvetage de l'armée serbe, poursuivie par les Allemands, les Austro-Hongrois et les Bulgares. Le gouvernement romain a dédaigné la colère allemande, lorsqu'il a rompu la Triplice ; il n'a pas hésité à tirer l'épée contre l'intime alliée de l'Allemagne et à avancer dans la direction de Trieste, où les pangermanistes proclamaient que « l'Autriche était l'avant-garde et la mandataire de l'Allemagne ».

Celle du Daily Chronicle :

L'enthousiasme avec lequel Rome reçoit les représentants de la France justifierait, à lui seul, ce voyage, qui aura pour résultat une coordination plus étroite des efforts de l'Italie, de la France et de l'Angleterre. Cette coordination est question vitale, en raison de l'importance croissante qu'on prend, depuis l'été dernier, les opérations militaires et navales dans la région méditerranéenne. Nous espérons que les chefs du gouvernement britannique, qui n'ont pas pu se joindre à M. Briand, iront très prochainement, à leur tour, conférer avec les ministres italiens.

Celle du New-York Herald :

Si l'Allemagne se flâte d'avoir remporté, en Amérique, une petite victoire diplomatique, elle a subi en Italie un nouvel échec. Les Allemands, en effet, s'imaginaient qu'ils ramèneraient à eux l'Italie très facilement ; cette illusion fut une des plus résistantes chez eux. Ils faisaient observer que le gouvernement italien ne déclarerait pas la guerre à Guillaume II. Cela n'empêcha pas ce dernier d'envoyer des Bavirois au Trentin dans les rangs austro-allemands. Or, l'autre jour, ministres italiens et ministres français ont affirmé leur foi commune « en la victoire finale ». Ainsi, il ne peut être question de paix séparée, même au prix de sacrifices exigés de l'Autriche.

Un gouvernement qui gouverne

Inlassable, M. Clemenceau (*Homme enchaîné*) exige une volonté responsable :

Les Allemands sont où l'on sait. Nous avons besoin de procédures effectives. J'ai défendu le Parlement, l'autre jour, pas du tout par amour du parlementarisme, que j'exécute, mais parce que je vois, dans les Chambres, la suprême garantie d'un ordre de légalité. Ne comprend-on pas que cette légalité courrait risque de sombrer, si la France n'y trouvait pas les ressources d'action nécessaires qui lui sont dues ? C'est très bien de rejeter des propositions périlleuses. Et, vraiment, je plaindrais les malheureux qui accepteraient de choisir les membres d'un comité de salut public ou les commissaires aux armées. Mais ce n'est pas assez de dire ce qu'on ne veut pas. Il serait temps de dire ce qu'on veut — surtout quand on a recherché et accepté le mandat de vouloir. Sinon, l'on pourrait s'exposer, pour s'être détourné d'un mal, à tomber dans un pire. Puisse cette pensée demeurer présente à qui de droit !

Le bâillon

M. André Lichtenberger, romancier aimable, et collaborateur successif de MM. Paul Doumer et Gustave Hervé, collabore à l'*Opinion*. M. Lichtenberger écrit ceci :

« Il m'est arrivé — et je pressens que cela m'arrivera encore (vous le verrez quelques lignes plus bas) — de désapprouver telles licences de nos journaux ou de notre régime. Je n'en conviens pas moins que certaines interventions de la presse et de nos commissions parlementaires ont déterminé d'appréciables résultats. »

En vérité si, entre la guerrilla perpétuelle et le bâillonnement de la presse et du Parlement, il n'y avait pas de solution mixte, aux heures où nous sommes, — excusez-

A l'Hôtel de Ville

Le salut de Paris à la Ville de Rome

M. Adrien Mithouard, président du Conseil municipal, vient d'envoyer le télégramme suivant au prince Colonna, syndic de Rome :

« Prince Colonna, syndic de Rome, « Au moment où Rome accueille les représentants de la France et les reçoit au Capitole, je me fais l'interprète du Conseil municipal de Paris et de la population en vous envoyant le salut de notre cité. »

L'office départemental des œuvres de guerre de la Ville de Paris

L'office départemental des œuvres de guerre de la Ville de Paris a tenu, hier, une réunion dans le cabinet du président du Conseil municipal.

Il a été donné connaissance de la situation financière au 31 janvier 1916.

Depuis la création de l'office, au mois d'août 1914, les recettes se sont élevées à :

Dons en nature	Fr. 400.000
Dons en espèces reçus à l'Hôtel de Ville	842.934 75
Produit de la Journée de Paris (14 juillet 1915)	579.099 55
Total	Fr. 1.822.034 30

Il reste en caisse 448.367 fr. 45 ; sur cette somme l'assemblée attribue 167.000 fr. aux sections du Tricot du Soldat, des Prisonniers et des Réfugiés.

moi, je reviens du Maroc — j'aime mieux le bâillon.

L'union

Nous voulons, dit en substance le *Rappel*, unir Pétrograd et Rome, Paris et Londres, et nous ne savons même pas obtenir du Parlement qu'il se discipline et soit homogène ; la discorde y sévit. Les partis n'abdiquent pas.

« Là est le phénomène profond et troublant. La guerre devait fonder dans le même creuset tous les éléments qui ont de mêmes tendances nationales, politiques, sociales. Les nuances devaient s'effacer, les groupes devaient se réunir, les volontés devaient se renforcer. Oui. Mais nos hommes n'appartiennent pas aux mêmes fractions du Parlement ! »

Au moins voilà qui est net. M. Lichtenberger aime mieux le bâillon. Il est vrai d'ajouter que M. Lichtenberger a été censeur en 1914.

M. Bailby (*Intransigeant*) ne veut à aucun prix de ce bâillon. Il s'associe à M. Aulard (*Journal*) qui réclame pour la France « une cure de vérité ». Il dit :

Pendant de longs mois, la Censure nous a, par exemple, interdit d'assigner à la guerre une durée de trois ans. Le chiffre était dans tous les discours, dans toutes les manifestations politiques anglaises. Il était même dans leurs journaux. Mais les nôtres, même s'ils étaient clairvoyants sur la redoutable force allemande, sur la longueur de la lutte, devaient garder l'air souriant, la bouche en cœur, et se taire... Imaginez un régime de franchise qui nous eût alors permis de parler, et calculez les mois qu'on aurait gagnés dans la préparation de la campagne, dans cette conception nouvelle d'une guerre d'armements et d'industrie, d'une guerre économique, d'argent, de matériel, de blocus.

Les mercantis

M. Jacques Dhur (*Eveil*) stigmatise vigoureusement les trafiquants et les mercantis :

J'ai, sur ma table, une paire de lunettes sabotée que m'ont envoyée, à titre de preuve, des poilus.

« Nous sommes prêts, affirment-ils, à sacrifier tout, notre situation, notre famille, notre vie... tout... Mais à une condition : c'est qu'on agisse contre ces trafiquants éhontés, qui sont cause de la mort de tant d'hommes, alors que déjà il n'y en a pas de trop !... »

Oui, qu'on agisse ! Car c'en est assez !... Déjà, dans l'*Œuvre*, Gustave Téry nous avait montré les trafiquants munissant les nettoyeurs de tranchées — ceux qui s'élançaient à l'assaut, le couteau aux dents — de lamentables lames de fer-blanc, véritables accessoires de théâtre, qui plient et se cassent au moindre choc... Le fait était patent, indéniable. Il n'a pas été nié, d'ailleurs, mais aucune sanction n'a été prise. Mieux, pour un peu on les eût décorés pour le « zèle louable » qu'ils avaient apporté, à réunir aussi vite, en les raffant partout, un stock de couteaux dont, parait-il, ils ne connaissaient pas l'usage.

Mais les fournisseurs de lunettes ne peuvent arguer de pareille excuse.

A propos des zeppelins

Nos lecteurs se souviennent sans doute que, dans le dessein fort simple de dérouter l'ennemi par des informations erronées, nous avions, lors du raid des zeppelins sur Paris, indiqué des points de chute fantaisistes. Le *Temps* crut devoir démentir. Le *Dépêche de Lyon* revient sur cet incident :

M. Gustave Téry a raillé le *Temps* avec l'esprit mordant qui le caractérise : « Le *Temps* n'a pas compris notre dessein, ou n'a pas goûté cette ruse de guerre. Nous convenons d'ailleurs volontiers qu'elle est un peu enfantine ; mais c'est peut-être que la discrétion recommandée à la presse ne l'est pas beaucoup moins. »

Quelle pinte de bon sang notre virulent confrère se serait faite s'il avait pu entendre certaines conversations dans le Salon de la Paix ! Il aurait compris que sa ruse n'était pas encore assez enfantine pour certains de nos législateurs.

LA VIE CHÈRE

Le marché était très animé hier matin, aux Halles Centrales, par suite des arrivages abondants et, en général, de bonne qualité. On a enregistré peu de variations sur les cours des différentes denrées ; 20 centimes d'augmentation sur le veau entier et 30 centimes de diminution sur le mouton ; au pavillon des volailles, les denrées vendues ont toutes subi une hausse de 10 centimes.

VIANDE	Le kilo
Pot-au-feu	1,20 à 1,80
Aloyau entier	1,80 à 2,90
Veau entier	2,20 à 3,40
Epaule de veau	1,90 à 2,40
Mouton entier	2,00 à 3,20
Gigot	3,00 à 4,60
Ragout de mouton	1,60 à 2,80
Porc entier	2,50 à 3,06

BEURRE	Le kilo
Cours moyen général	5,34

POUR NOS MARINS

Le 16 février 1916, à 14 h. 15, grande matinée artistique et cinématographique, organisée par la municipalité du XVII^e arrondissement, salle de Batignolles-Cinéma, 59, rue La Condamine, au profit de l'œuvre du Souvenir de la France à ses Marins.

